



Le couple présidentiel est rentré de son court séjour privé en Europe dimanche dernier. De l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen où le maire de Mfou, Francis Ngoumou a mobilisé ses troupes, jusqu'au palais d'Etoudi, le chef de l'Etat et son épouse ont été accueillis par une foule enthousiaste, contente de revoir son chef. Ceci, après les outrages perpétrés à Genève par les activistes du Mrc-Bas. Seulement, le président Paul Biya retrouve sur sa table le dossier de la gestion controversée des fonds Covid. Panique dans le sérail.

**Le président Paul Biya va-t-il abandonner le dossier de la gestion catastrophique des fonds alloués par le Fmi dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 comme on l'entend depuis quelques temps dans certains salons huppés de la capitale camerounaise ?** La question mérite d'être posée au moment où nos sources indiquent que des connexions entre certains membres du gouvernement fortement impliqués et quelques hauts responsables de la Chambre des comptes ne favoriseraient pas l'avancée de ce dossier. Seulement, pour de nombreux observateurs avertis, en gelant ce dossier qui a fait couler encre et salive, le président Paul Biya court le risque de discréditer son régime aux yeux du monde. Pour cela, il doit frapper du poing sur la table en prenant des décisions fortes qui feraient date au Cameroun au moment où tout indique que le Tribunal criminel spécial (Tcs) a livré sa copie après les auditions devant les enquêteurs du corps spécialisés des officiers de police judiciaire de toutes les parties prenantes à ce brûlant dossier. En guise de rappel, parmi les dernières personnes à passer devant les hommes du commissaire divisionnaire Oko Petis, on retrouve l'inspecteur général N°1 du ministère du Commerce, Omballa Magellan et le ministre des Finances, Louis

Paul Motaze.

Pour nos observateurs, l'occasion est ainsi donnée au chef de l'Etat camerounais de nettoyer les écuries d'Augias en mettant à l'écart tous les présumés coupables du Covidgate et tous ces membres du gouvernement englués dans les scandales et ceux donc l'activité gouvernementale est questionnable. En dehors de la gestion des fonds Covid, on pense à l'épineux dossier de la Can 2019. Pour ce qui est justement de la gestion des Covid, il y a lieu de rappeler que c'est pratiquement la moitié du gouvernement qui est passée devant les enquêteurs du corps spécialisé des officiers de police judiciaire du Tcs. Même si rien n'a véritablement filtré de toutes ces différentes auditions, on apprend, de sources suffisamment bien informées, que les passages du Minfi et du proche collaborateur du Mincommerce, Magellan Omballa, marquaient la fin des auditions au Tcs dans le cadre de ce que l'on désigne aujourd'hui par le Covidgate. Même si rien n'a véritablement filtré des différentes auditions, certaines langues laissent croire que certaines messes basses ont été célébrées aussi bien dans les coulisses du Tcs que celles de la Chambre des comptes de la Cour suprême. C'est ainsi que tout le monde y va de sa petite anecdote pour manipuler, à la moindre occasion la presse.

## **SOMBRES MANOEUVRES**

Pour revenir justement aux dernières auditions, le passage d'Omballa Magellan devant les éléments d'Okoko Petis, était très attendu au Tcs. Après tout ce qui a été dit sur ses liens réels ou supposés avec certains prestataires au ministère de la Santé publique. De l'écume des chuchotements, malgré quelques sombres manœuvres des fins limiers du Tcs, l'inspecteur général N°1 se serait bien tiré d'affaire en restant cohérent par rapport à toutes ses déclarations antérieures. Ainsi, l'homme aurait réussi à déjouer toutes les manœuvres d'intimidation pour ne pas dire plus de ses enquêteurs déterminés à débusquer cette petite bête qui allait faire frémir le haut responsable du Mincommerce. Dans la même foulée, la dernière audition, celle du ministre des Finances, Louis Paul Motaze était tout aussi attendue. Surtout que ses détracteurs ont tôt de voir en ce membre du gouvernement l'homme par qui seraient venus les malheurs de plusieurs membres du gouvernement ainsi que de nombreux prestataires de services qui se sont abondamment abreuvés des fonds Covid. Pour certains observateurs en effet, dans le contexte de la double crise que connaît le Cameroun à savoir la crise sécuritaire et la crise sanitaire, le rôle du Minfi est primordial. Du coup, à en croire certaines indiscretions, en sa qualité d'interlocuteur du Fmi, il n'est pas exclu que le Minfi soit alors le vrai déclencheur de l'audit de la Chambre des comptes qui fait perdre le sommeil à certains membres du gouvernement. Une manœuvre souterraine qui a pour finalité de jeter le Minfi en pâture dans l'opinion et de faire voler en éclat la solidarité gouvernementale.

Comme nous l'indiquions déjà dans l'une de nos éditions antérieures, la bonne information devrait se décliner en très peu de mots à savoir : qu'au terme de longues semaines d'après négociations et d'un discret lobbying mené entre Yaoundé et Bretton Woods, Louis Paul Motaze, un ministre des Finances charismatique, doublé d'un orateur hors pair, avait pris des engagements pour que le Fmi consente à débloquer des fonds à l'adresse de l'Etat camerounais. Et au premier rang de ses engagements : la pratique de l'audit de la comptabilité et de la gestion des fonds covid octroyés au Cameroun. Un audit fait par un cabinet indépendant. Comme peuvent d'ailleurs l'attester les propos du ministre des Finances au

Sénat, après son retour de missions à Paris : « (...) l'audit qu'on est en train de faire n'est pas un audit qu'on fait parce qu'on a appris qu'il y a des malversations. Non. C'est un audit qui était prévu dans la lettre d'intention que le ministre des Finances avait envoyée au directeur général du Fmi (...) On a précisé un audit indépendant.

*Donc nous-mêmes, nous acceptons déjà le principe de l'audit. Et comme on a dit indépendant, nous avons choisi la Chambre des comptes. Parce que pour nous, il n'y a pas plus indépendant que les magistrats (...)* » Lancés comme une boutade, il y a quelques semaines au Sénat, ces propos éclairent davantage sur le rôle actuel du ministre des Finances au Tcs où il serait passé, selon certaines sources, avant le départ du chef de l'Etat à Genève. Pour de nos mêmes observateurs, le tsunami présidentiel n'est pas très loin. Pour eux, le chef de l'Etat devrait se servir du Covidgate pour relancer la machine gouvernementale et se débarrasser de toute cette vermine qui plombe les flancs de la bonne gouvernance dans l'appareil étatique.

**Source : La Nouvelle**

---